

# *Combattre l'héritage du passé colonial ?*

## *Les relations de la France avec le Maroc, l'Algérie et la Tunisie*

ZOLTÁN GARADNAI

ARCHIVES NATIONALES DE HONGRIE

### **Introduction**

Les relations de la France avec les pays d'Afrique du Nord remontent à plusieurs siècles. Les Français avaient fait de l'Afrique une priorité et la colonisation de la région a commencé dès le premier empire jusqu'en 1814. Cependant, l'élite politique et économique française n'a pas renoncé à ses ambitions de construction d'un nouvel empire après la chute de Napoléon. L'expansion européenne étant devenue impossible après le Congrès de Vienne (1815), les Français se sont alors tournés vers l'Afrique. En 1830, la conquête du Nord de l'Algérie marque le début de la construction du deuxième empire colonial. Cet empire fut dissous peu après 1945, mais les relations entre l'ancien colonisateur et les pays colonisés sont restées étroites, bien que controversées, et connaissent aujourd'hui des changements significatifs avec l'émergence de nouveaux acteurs<sup>1</sup>.

L'Afrique est traditionnellement une région importante pour la France : ses ressources (matières premières, ressources humaines) lui ont permis de résister aux conquérants allemands pendant la Première Guerre et la Seconde Guerre mondiale. Les colonies africaines ont constitué la toile de fond sur laquelle de Gaulle a pu négocier avec les alliés anglo-saxons en tant que partenaire plus ou moins à part égale. Ce n'est donc pas un hasard si Paris a considéré l'Afrique de l'Ouest et du Nord, ainsi que les îles de l'océan Indien comme une région prioritaire et, par essence, comme sa base arrière ou stratégique.

Aujourd'hui, la politique de la France à l'égard de l'Afrique est en pleine mutation. Paris cherche à retirer progressivement la plus grande partie de ses forces militaires de la région, ce qui vise également à atténuer le sentiment anti-français, avec plus ou moins de succès. Dans le même temps, elle tente de contrer l'influence croissante de la Russie, de la Chine et de la Turquie dans des pays jusqu'ici considérés comme sa propre sphère d'intérêt, en développant des relations bilatérales.

Notre étude est basée sur le premier chapitre du volume *L'Afrique francophone*<sup>2</sup> élaborée à la demande du Centre universitaire francophone de Szeged, et constitue la version française étendue et actualisée de l'étude sur les relations entre les pays d'Afrique du Nord et la France.

---

<sup>1</sup> Il suffit de penser aux activités douteuses du groupe Wagner au Mali, en Afrique de l'Ouest, ou en République centrafricaine et au Tchad, sans parler de l'influence croissante de la Chine, de la Russie et de la Turquie.

<sup>2</sup> Brucker Balázs – Kruzslicz Péter (dir.), *Frankofón Afrika* [L'Afrique francophone], SZTE Frankofón Egyetemi Központ, 2022.

## Royaume du Maroc

Les relations entre la France et le Maroc remontent au Moyen Âge (à l'époque de François I<sup>er</sup> et de la Renaissance)<sup>3</sup>. L'alliance entre le roi François I<sup>er</sup> et le sultan Soliman le Grand permit aux Français d'établir des relations commerciales avec le Maroc. Le roi de France y envoya un ambassadeur en 1533, alors que le sultan du Maroc lui avait adressé une lettre l'assurant de son soutien pour le développement des relations commerciales. Louis XIII avait envisagé de créer une compagnie coloniale au Maroc en 1619, envoyant Isaac de Razilly<sup>4</sup> en mission diplomatique. Les deux pays conclurent un autre traité en 1631, réglant la situation des chrétiens et esclaves français au Maroc. La coopération entre les deux pays fut renforcée par une alliance d'intérêts contre leur ennemi commun, les Espagnols, et en 1682, le sultan Moulay Ismaïl ben Chérif (1672-1727) envoya un ambassadeur à la cour du Roi Soleil. Les relations diplomatiques étaient revitalisées, le service consulaire français se développait et les relations entre ambassadeurs se stabilisaient. La coopération entre les deux pays devenaient multiforme : des officiers français organisaient l'armée marocaine et conseillaient la construction de bâtiments publics marocains.

Les relations étroites entre les deux pays se poursuivirent au XVIII<sup>e</sup> siècle, mais devinrent aussi une source de conflits. Les corsaires barbaresques ont profité de la préoccupation des puissances européennes pour la guerre de Sept Ans, à la suite de laquelle les Français ont tenté d'imposer l'ordre par une campagne punitive en 1765, mais sans succès<sup>5</sup>. Malgré cela, les relations franco-marocaines continuaient de se développer et, en 1767, les deux pays signaient un traité de commerce. Théodore Cornut<sup>6</sup> était chargé de construire un nouveau port à Essaouira. En 1777, le sultan du Maroc envoya deux ambassadeurs à Louis XVI qui, en signe de bonne volonté de leur souverain, emmènent avec eux vingt Français qui avaient été enlevés comme esclaves par des pirates<sup>7</sup>. L'importance internationale du Maroc est illustrée par le fait que le sultan du Maroc était l'un des premiers à reconnaître l'indépendance des États-Unis d'Amérique en 1776 et que la coopération avec la monarchie des Habsbourg débutait en 1783<sup>8</sup>.

---

<sup>3</sup> Voir [https://fr.wikipedia.org/wiki/Relations\\_entre\\_la\\_France\\_et\\_le\\_Maroc](https://fr.wikipedia.org/wiki/Relations_entre_la_France_et_le_Maroc) (consulté le 9 août 2023). L'intensité des relations et le grand nombre de communautés marocaines en France sont également illustrés par le fait que la France a six consulats généraux au Maroc, tandis que ce dernier a seize consulats généraux en France : <https://www.diplomatie.gouv.fr/fr/dossiers-pays/maroc/relations-bilaterales/> (consulté le 10 août 2023).

<sup>4</sup> Isaac de Razilly (1587-1635), amiral de marine, a joué un rôle actif dans la construction de l'empire colonial français.

<sup>5</sup> Jean Tarrade, « De l'apogée économique à l'effondrement du domaine colonial (1763-1830) », in François Laurent (dir.), *Histoire de la France coloniale, I. La conquête*, Armand Colin, Paris, 1991, pp. 277-282.

<sup>6</sup> Nicolas Théodore Cornut (après 1700-1767) fut un mathématicien, ingénieur et architecte.

<sup>7</sup> János Besenyő – Péter Miletics, *Országismertető. Marokkó és Nyugat-Szahara*. [Guide pays. Maroc et Sahara occidental], Zrínyi kiadó, Budapest, 2017, pp. 205-208.

<sup>8</sup> Voir Krisztián Komár, « Az Osztrák-Magyar Monarchia és Marokkó diplomáciai kapcsolatai a 20. század elején. Gróf Victor Folliot de Grenneville-Poutet Viktor I. osztályú főkonzul, rendkívüli követ látogatása (1902. január 27. - 1902. február 10.) Mulaj Abdel Aziz Hasszán marokkói uralkodónál » [Les relations diplomatiques entre la Monarchie austro-hongroise et le Maroc au début du XX<sup>e</sup> siècle. Visite du consul général de première classe et ambassadeur extraordinaire Comte Victor Folliot de

Au début du XIX<sup>e</sup> siècle, les relations entre les deux pays stagnaient et ce n'est qu'après les guerres napoléoniennes, dans les années 1830, que les Français se sont intéressés à la région de l'Afrique du Nord<sup>9</sup>. La guerre franco-marocaine de 1844 fut remportée par les Français et les Marocains ont été contraints de cesser de soutenir les rebelles algériens qui s'étaient révoltés contre les Français et d'accepter la frontière entre le Maroc et l'Algérie établie par les Français, qui demeure depuis lors la frontière (contestée par les Marocains) entre les deux pays. Pour la France, qui visait à construire un deuxième empire colonial, l'importance stratégique de la région du Maghreb s'est accrue au cours du XIX<sup>e</sup> siècle<sup>10</sup>. En 1904, la France et la Grande-Bretagne s'accordèrent pour diviser le Maroc en sphères d'influence, ce qui déclencha les rivalités avec les Allemands et conduisit à la crise de Tanger en 1905. Ce conflit fut résolu par les grandes puissances lors d'une conférence tenue à Algésiras, en Espagne, en 1906, où les intérêts particuliers de la France ont été reconnus et où les Français et les Espagnols furent autorisés à agir ensemble au Maroc. Cependant, les Allemands n'ont pas accepté l'accord, ce qui a conduit à la deuxième crise marocaine. Ce conflit accentuait les tensions entre les puissances européennes et le traité de Fès, signé le 30 mars 1912, plaçant le Maroc sous le patronage de la France<sup>11</sup>, les deux pays étant dans une relation de subordination et de suprématie<sup>12</sup>.

La relation entre la France et le Maroc n'était donc plus une alliance d'égal à égal, comme au Moyen-Âge. Paris envoya d'abord le général Hubert Lyautey<sup>13</sup> comme gouverneur militaire, qui marqua le pays d'une empreinte décisive et plutôt positive par une série de mesures prudentes et respectueuses des coutumes et de la culture marocaine locale, y compris l'établissement de Rabat comme une sorte de capitale politique<sup>14</sup>. L'Espagne devient le protecteur du Maroc du Nord et du Sahara du Sud, tandis que Tanger était déclarée territoire international.

Les soldats marocains ont servi dans l'armée française lors de la Première et de la Seconde Guerre mondiale, et la conscience nationale s'est renforcée dans les États du

---

Grenneville-Poutet Victor (27 janvier 1902 - 10 février 1902) à l'empereur du Maroc Moulay Abdelaziz Hassan], *Aetas*, 19/3-4 (2002), pp. 50-60.

<sup>9</sup> Tarrade, 1991, p. 385.

<sup>10</sup> Jacques Thobie, « La France coloniale de 1870 à 1914 », in *Histoire de la France coloniale, I. L'apogée*, Armand Colin, Paris, 1991, pp. 170-173.

<sup>11</sup> Gergely Fejérdy, « Változások a francia-marokkói kapcsolatokban » [Changements dans les relations franco-marocaines], in *KKI elemzések*, Külügyi és Külgazdasági Intézet, Budapest, 2022, p. 4. ; Traité relatif à l'organisation du protectorat français dans l'empire chérifien [https://basedoc.diplomatie.gouv.fr/exl-php/recherche/mae\\_internet\\_traites](https://basedoc.diplomatie.gouv.fr/exl-php/recherche/mae_internet_traites). Les deux pays ont conclu 448 traités multilatéraux et bilatéraux à partir de la fin du XVII<sup>e</sup> siècle (consulté le 23 novembre 2021.)

<sup>12</sup> Sur le processus de colonisation voir László J. Nagy, *A Maghreb országok felszabadulása (1919-1956)* [La libération des pays du Maghreb (1919-1956)], Szeged, 1995. <http://publicatio.bibl.u-szeged.hu/3326/1/K%C3%89SZMaghreb%20orsz%20felszab.pdf>, consulté le 17 août 2023.

<sup>13</sup> Louis Hubert Gonzalve Lyautey (1854-1934), général et homme politique français. Il acquiert une renommée militaire et le grade de général pendant les guerres coloniales françaises en Indochine et en Afrique (Algérie, Maroc, Madagascar). Il est membre de l'Académie française à partir de 1912 et ministre français de la Guerre de 1916 à 17. En 1921, il est fait maréchal de France.

<sup>14</sup> Fejérdy, 2022, p. 4. Cette dualité se retrouve dans la politique coloniale de la France, caractérisée par une mission de civilisation d'une part et de violence d'autre part.

Maghreb<sup>15</sup>. La Seconde Guerre mondiale apportait une nouvelle situation, les colonies françaises d'Afrique du Nord devenant un théâtre de guerre. La proclamation de la Charte de l'Atlantique avait un impact direct sur le mouvement national marocain, car elle reconnaissait le droit des peuples à l'autodétermination. En 1944, le Parti de l'indépendance du Maroc publia un manifeste appelant à l'indépendance du pays, ce qui provoqua une contre-attaque des autorités coloniales françaises. En 1953, les Français ont exilé le sultan Mohammed V (1927-1961) en Corse, puis sur l'île de Madagascar. Le règne de son successeur, Mohammed ben Arafa, n'a pas été reconnu par les Marocains et un mouvement de résistance contre les colonialistes français vit le jour, conduisant à un conflit armé ouvert en 1955<sup>16</sup>. Une organisation appelée Comité de libération du Maghreb arabe a été créée au Caire dans le but d'obtenir le retour du roi Mohammed V.

En 1955, les Français ont accepté le retour du sultan et les négociations ont commencé au début de 1956 sur l'indépendance du Maroc, qui a été acceptée le 2 mars 1956, les Espagnols renonçant également à leurs droits de patronage<sup>17</sup>. Le Maroc est devenu un royaume unifié et indépendant en 1969 avec l'unification des anciennes colonies françaises et espagnoles et de Tanger. La situation s'est ensuite inversée et le successeur de Mohammed V, Hassan II (1961-1999), a cherché à créer le Grand Maroc en réunissant les territoires de la Mauritanie, de l'Algérie et du Mali, et à évincer les Français de la région d'Afrique du Nord. Le pays a mené une forte politique anti-française, quittant la zone franc en introduisant une monnaie indépendante, et soutenant les rebelles algériens jusqu'en 1962. Une des particularités du Maroc est que la bourgeoisie urbaine et rurale était (et reste) fortement attachée à la dynastie alaouite, qui symbolise la continuité historique et, à travers la personne du roi, l'autonomie de l'État. Le régime français n'a pas été radicalement transformé, les Français et leurs partisans, contrairement à l'Algérie, n'ont pas fui le pays en masse, et l'institution monarchique est sortie renforcée de la lutte de libération nationale<sup>18</sup>.

Après l'indépendance, les relations politiques et diplomatiques entre les deux pays se sont développées sous la présidence de De Gaulle. Hassan II s'est rendu à Paris en 1963. Sous les présidences de Pompidou et Giscard d'Estaing, la coopération entre les deux pays est restée étroite, d'une part en raison de leur passé historique et d'autre part, en raison de leurs intérêts communs. Dans son discours prononcé à Rabat, le 3 mai 1975, le président français a souligné que les relations franco-marocaines étaient considérées comme un modèle pour la coopération franco-africaine<sup>19</sup>. Entre 1967 et 1973, certains Juifs marocains ont émigré en France et, en 1973, le roi Hassan II a nationalisé les terres et les entreprises des anciens colons français. Cependant, la nature particulière de la relation est démontrée par le fait que Mohammed VI (1999-) effectua son premier voyage à l'étranger à Paris en 1999 et

<sup>15</sup> Catherine Coquery-Vidrovitch, « La colonisation française (1931-1939) », in *Histoire de la France coloniale, I. L'apogée*, Armand Colin, Paris, 1991, pp. 90-96.

<sup>16</sup> Charles-Robert Ageron, « De l'empire à la dislocation de l'Union Française », in *Histoire de la France coloniale, I. L'apogée*, Armand Colin, Paris, 1991, pp. 245-250.

<sup>17</sup> Ibid. pp. 276-280.

<sup>18</sup> László J. Nagy, *Az arab országok története a XIX-XX. században* [Histoire des pays arabes aux XIX<sup>e</sup>-XX<sup>e</sup> siècles], Eötvös József Könyvkiadó, Budapest, 1997, p. 109.

<sup>19</sup> Allocution prononcée par M. Valéry Giscard d'Estaing Aéroport Rabat-Salé. Prononcée le 3 mai 1975 - ALLOCUTION PRONONCEE PAR M. VALÉRY GISCARD D'ESTAING AEROPORT DE RABAT-S | vie-publique.fr, consulté le 11 août 2023.

fut reçu par le président Hollande en 2012, le premier dirigeant étranger à le recevoir. L'importance du pays pour Paris se reflète dans le fait que l'ambassade de France au Maroc est l'un des huit postes les plus importants de la diplomatie française, selon le classement des priorités du ministère des Affaires étrangères de 2009<sup>20</sup>. En conséquence, la partie française a toujours cherché à envoyer à Rabat un représentant reconnu et important du corps diplomatique français<sup>21</sup>.

Les relations entre le Maroc et la France ont toutefois été ambivalentes, ce qui peut être interprété comme une sorte de relation « je t'aime, moi non plus ». En 2017, le président Macron a rompu avec la tradition du premier voyage présidentiel d'un président français en Algérie et a plutôt choisi le Maroc, mais n'a passé qu'une soirée et une nuit à Rabat. Aujourd'hui, les relations politico-diplomatiques sont polies et cordiales, mais aussi froidement distantes, signe de l'ambition croissante du Maroc de devenir un partenaire égal et de réduire l'influence française<sup>22</sup>.

La France a continué d'être le principal partenaire commercial du Maroc dans la seconde moitié du XX<sup>e</sup> siècle, mais en 2020, les Français étaient passés à la deuxième place et la balance commerciale de Paris était déficitaire. Entre 2012 et 2019, les exportations marocaines vers la France ont augmenté de 70,5 %, tandis que les exportations françaises vers le Maroc n'ont augmenté que de 18,3 %. Cela est principalement dû au fait que l'usine française Renault-Nissan a commencé à produire dans le secteur automobile marocain en 2012<sup>23</sup>. Aujourd'hui, la France devance déjà l'Espagne en termes d'investissements étrangers. Les investissements français sont de 12,2 % contre 15,6 % pour l'Espagne, mais le Maroc reste le premier partenaire des Français parmi les pays africains<sup>24</sup>. La communauté française au Maroc compte 53 900 habitants, ce qui en fait la huitième communauté française dans le monde<sup>25</sup>. Les Marocains investissent également en France, principalement dans le commerce, tandis que le tourisme joue un rôle important et que le Maroc est considéré comme une destination de choix pour les touristes français, tandis que les envois de fonds des citoyens marocains vivant en France sont également significatifs<sup>26</sup>.

Le facteur le plus inquiétant pour la France, selon Gergely Fejérdy, est que le Maroc cherche de plus en plus à agir comme un partenaire égal, rendant de moins en moins possible la poursuite de la politique paternaliste française classique de subordination, alors que le Maroc non seulement s'attend à être traité de la même manière, mais apparaît également comme un concurrent. Le poids économique considérable de la France au Maroc lui donne actuellement encore une marge de manœuvre suffisante pour freiner le déclin de son influence par des mesures appropriées, mais il y a de moins en moins de chances d'arrêter

---

<sup>20</sup> Maurice Vaïsse (dir.), *Diplomatie française. Outils et acteurs depuis 1980*, Éditions Odile Jacob, Paris, p. 224.

<sup>21</sup> Fejérdy, 2022, p. 10.

<sup>22</sup> Ibid. p. 9.

<sup>23</sup> Les voitures Dacia vendues en Hongrie sont également produites au Maroc.

<sup>24</sup> <https://www.tresor.economie.gouv.fr/Pays/MA/rerelations-economiques-bilaterales>, consulté le 24 novembre 2021.

<sup>25</sup> <https://www.diplomatie.gouv.fr/fr/dossiers-pays/maroc/rerelations-bilaterales/>, consulté le 24 novembre 2021.

<sup>26</sup> <https://www.tresor.economie.gouv.fr/Pays/MA/rerelations-economiques-bilaterales>, consulté le 24 novembre 2021.

complètement ce processus. Les relations commerciales restent soutenues et la France demeure le deuxième exportateur et importateur de produits marocains<sup>27</sup>.

L'importance de l'espace éducatif et culturel est démontrée par le fait qu'en 2019, le nombre d'étudiants marocains (42 000) a dépassé le nombre d'étudiants chinois étudiant en France<sup>28</sup>. La coopération entre les deux pays est également étroite et variée dans le domaine culturel, mais le Maroc assiste également à la diffusion de l'anglais, notamment auprès des jeunes<sup>29</sup>. Le 25 juillet 2003, les Premiers ministres ont signé un accord de partenariat pour la coopération culturelle et le développement, entré en vigueur en mars 2010. Actuellement 44 établissements d'enseignement français homologués au Maroc accueillent 42 800 étudiants, dont 69 % sont marocains. Il existe 12 instituts français (Agadir, Casablanca, Fès, Marrakech, Meknès, Oujda, Rabat, Kénitra, Tanger, Tétouan, El Jadida, Essaouira). La France est le premier partenaire universitaire du Maroc. Le partenariat Hubert Curien « Toubkal », moteur de la coopération bilatérale, soutient 60 à 70 projets par an. L'Institut de recherche et de développement (IRD) est également connu au Maroc pour son expertise en matière de recherche, de formation et de développement. Fondé en 1967, l'Institut Pasteur du Maroc (IPM) est à la pointe des tests de diagnostic moléculaire du SRAS-Cov2, en collaboration avec neuf autres Instituts Pasteur africains. Dans le domaine des sciences humaines et sociales, le Centre Jacques-Berque de Rabat a une riche activité de recherche et de formation en sciences humaines et sociales.

Les deux pays collaborent étroitement dans le domaine du changement climatique aussi. Après le succès de la COP22 à Marrakech<sup>30</sup> en novembre 2016, le Roi a participé au One Planet Summit (Paris, le 12 décembre 2017) en présence du Prince héritier. La contribution climatique nationale du pays est l'une des rares qui permettrait d'atteindre l'objectif de l'Accord de Paris de limiter le réchauffement climatique à 1,5°C. D'ambitieux projets d'énergies renouvelables ont été lancés ces dernières années (dont certains soutenus par l'Agence française de développement), tels que la centrale solaire Noor à Ouarzazate, des parcs éoliens et des instituts de formation aux énergies renouvelables. Lors de la réunion de haut niveau franco-marocaine du 19 décembre 2019, l'environnement a été identifié comme l'un des axes stratégiques de la relation bilatérale<sup>31</sup>.

En particulier, les relations franco-marocaines dans le domaine militaire et du renseignement doivent être soulignées, et l'armée française a été utilisée pour assurer la stabilité interne du pays nouvellement indépendant. Mais comme le Maroc a soutenu le mouvement d'indépendance algérien, les relations militaires n'ont commencé à se développer qu'à partir de 1963<sup>32</sup>. L'importance des relations de confiance et de coopération avec le mouvement communiste est démontrée par la participation du Maroc au « Club Safari »<sup>33</sup>. Les

---

<sup>27</sup> Fejérdy, 2022, p. 11.

<sup>28</sup> <https://www.tresor.economie.gouv.fr/Pays/MA/relationeconomie-bilaterales>, consulté le 24 novembre 2021 ; <https://www.diplomatie.gouv.fr/fr/dossiers-pays/maroc/relation-bilaterales/>, consulté le 24 novembre 2021.

<sup>29</sup> Fejérdy, 2022, p. 13.

<sup>30</sup> <https://www.cop22.org/>

<sup>31</sup> <https://www.diplomatie.gouv.fr/fr/dossiers-pays/maroc/relation-bilaterales/>, consulté le 13 décembre 2021.

<sup>32</sup> Fejérdy, 2022, p. 4.

<sup>33</sup> Ibid. p. 5.

Français participent actuellement au développement de l'armée de l'air marocaine. Toutefois, l'évolution des relations montre que si, sous la présidence de Chirac, les relations entre les deux pays ont atteint leur apogée<sup>34</sup>, sous la présidence de Hollande, elles ont été entachées par des conflits liés à des questions d'espionnage, ce qui a entraîné une grave perte de confiance<sup>35</sup>. En 2021, les affaires d'espionnage ont continué à peser sur les relations, l'affaire Pegasus révélant que les services secrets marocains avaient intercepté les appels téléphoniques du président Macron, ce que les Français ont « rendu » et les relations se sont à nouveau dégradées. Du côté marocain, on craint désormais que certains membres de l'élite française soient trop étroitement liées aux extrémistes islamiques<sup>36</sup>. La question de l'immigration pèse également sur les relations entre les deux pays. Du côté français, plus de 3 000 citoyens marocains ont été expulsés entre janvier et juillet 2021, mais seulement 80 d'entre eux ont pu être vraiment expulsés en raison du refus des autorités marocaines<sup>37</sup>. Le ministre marocain des Affaires étrangères, Nasser Bourita, a accusé les autorités françaises de ne pas agir conformément à l'accord consulaire entre les deux pays concernant les ressortissants marocains et de ne pas tenir compte des réalités de la migration illégale<sup>38</sup>.

Les relations politico-diplomatiques peuvent faire la différence dans la coopération entre les deux pays, ce qui est avant tout une question de choix personnel. Cependant, le caractère controversé de ces relations est illustré de manière spectaculaire par les émeutes qui ont suivi le match France-Maroc de la Coupe du monde 2022. Elles ont fait remonter à la surface toutes les contradictions de la relation, avec un débordement irrationnel d'émotions<sup>39</sup>.

### République algérienne démocratique et populaire

Les relations entre l'Algérie et la France ont été marquées dès le départ par des contradictions et des ambivalences. Les Français avaient un attachement affectif à la région de l'Afrique du Nord et la conquête du territoire algérien au début du XIX<sup>ème</sup> siècle était une priorité pour eux en raison de la construction de la nation et de l'empire français. En Algérie, contrairement au Maroc et à la Tunisie, il n'y avait pas d'État unitaire<sup>40</sup>. La piraterie (et les conflits qui y sont liés) a joué un rôle décisif<sup>41</sup>, ce qui a suscité le ressentiment des grandes puissances et fourni un prétexte à l'intervention française<sup>42</sup>. La colonisation de

---

<sup>34</sup> En 1999, le président Chirac a invité le roi Hassan II à participer aux célébrations nationales du 14 juillet.

<sup>35</sup> Fejérdy, 2022, p. 7.

<sup>36</sup> <https://www.lesechos.fr/monde/afrique-moyen-orient/france-maroc-nouvelle-crise-bilaterale-pour-rabat-en-europe-1334196>, consulté le 24 novembre 2021.

<sup>37</sup> <https://www.europe1.fr/politique/information-europe-1-la-france-reduit-de-50-les-visas-accordes-a-lalgerie-et-au-maroc-4068654>, consulté le 24 novembre 2021.

<sup>38</sup> [https://www.lemonde.fr/afrique/article/2021/09/28/immigration-incomprehension-et-colere-au-maroc-apres-l-annonce-francaise-de-reduction-des-visas\\_6096354\\_3212.html](https://www.lemonde.fr/afrique/article/2021/09/28/immigration-incomprehension-et-colere-au-maroc-apres-l-annonce-francaise-de-reduction-des-visas_6096354_3212.html), consulté le 24 novembre 2021.

<sup>39</sup> <https://hu.euronews.com/2022/12/14/marokko-franciaország-a-meccs-ami-olyan-mintha-az-anyad-es-az-apat-kozott-kene-valasztani>, consulté le 14 août 2023.

<sup>40</sup> J. Nagy, 1995, pp. 6-7.

<sup>41</sup> Ibid. pp. 7-8.

<sup>42</sup> Ibid. 8.

l'Algérie a commencé en 1830<sup>43</sup>. Les Français, déterminés à punir les tribus locales qui s'opposent à eux, débarquèrent un corps expéditionnaire de 36 000 hommes entre le 14 juin et le 5 juillet pour défendre leurs intérêts commerciaux. Le 22 juillet 1830, l'Algérie fut déclarée possession française et un gouverneur général fut aussi nommé. En 1832, un soulèvement mené par Abdélkader<sup>44</sup> et soutenu par les Marocains n'était finalement écrasé par les troupes françaises qu'après la bataille d'Isly en 1847<sup>45</sup>.

L'administration française fut organisée et trois départements ont été créés dans le nord de l'Algérie, les terres de l'État et des communautés islamiques ont été confisquées, de nombreuses tribus ont été expulsées de leurs terres, suivies d'une épuration ethnique. La classe des propriétaires coloniaux concentrait des terres de plus en plus vastes, formant des sociétés agraires qui possédaient plus de 10 000 hectares. À partir de 1870, l'image culturelle, la composition ethnique et le régime foncier de la colonie ont été délibérément modifiés par le biais d'une réinstallation organisée<sup>46</sup>. L'Algérie, cependant, bénéficiait d'un statut particulier en tant que colonie, mais devenait administrativement un département d'outre-mer de la France<sup>47</sup>. C'est en Algérie que se sont installés la plupart des colons continentaux des territoires colonisés par les Français, qui, avec leurs descendants, sont toujours connus sous le nom de pieds noirs. Ils ont introduit un mode de vie européen en Algérie et ont façonné l'image des villes du pays, qui est encore dominante aujourd'hui. Cependant, la population locale de l'Algérie ne bénéficiait guère de l'État de droit en métropole, car elle n'avait pas les droits dont jouissaient les Européens. Les indigènes étaient soumis aux lois de l'administration coloniale, tandis que les pieds noirs étaient des citoyens français. Seule une petite minorité d'Algériens a acquis la nationalité française entre 1870 et 1946, à condition de renoncer à leur statut personnel musulman.

Cependant, sous la domination française, l'économie du pays colonisé a connu un véritable essor, avec le développement de la production de raisins et de céréales, l'exploitation du minerai de fer et du phosphate, principalement pour l'exportation en France, le développement du secteur bancaire et du commerce extérieur, faisant d'Alger le deuxième port après la Première Guerre mondiale. Les entreprises industrielles peu développées étaient presque toujours aux mains des Français de métropole ou des colons locaux qui leur étaient étroitement liés, tandis que l'artisanat national est ruiné par l'importation de produits industriels de masse. La Seconde Guerre mondiale marque un tournant dans l'histoire de l'Algérie et de la France. L'Algérie devenait la France libre et le gouvernement provisoire s'installait à Alger. Les troupes alliées débarquèrent en Algérie à la fin de l'année 1942. Les

<sup>43</sup> Annie Rey-Goldzeiguer, « La France coloniale de 1830 à 1870 », in *Histoire de la France coloniale, I. La conquête*, Armand Colin, Paris, 1991, pp. 453-472, 476-481, 495-508, 705-731, 761-781.

<sup>44</sup> Abdélkader el Djezairi (1808-1883) était un érudit musulman d'origine algérienne, un soufi, un leader de la révolte contre les Français au milieu du XIX<sup>e</sup> siècle et l'un des héros nationaux de l'Algérie.

<sup>45</sup> J. Nagy, 1995, p. 9-11.

<sup>46</sup> Ibid. p. 12.

<sup>47</sup> László J. Nagy – Péter Ákos Ferwagner, « Az V. köztársaság algériai és afrikai politikája » [La politique algérienne et africaine de la Cinquième République], in András István Türke (dir.), *A jelenkori Franciaország*, t. II, L'Harmattan, Budapest, 2021, p. 209.

Français organisaient la résistance contre l'occupant allemand en partie à partir du territoire algérien<sup>48</sup>.

L'histoire du colonialisme fait toujours l'objet d'un débat historique et public intense. Certains Européens (en particulier les politiciens nationalistes) ont tendance à présenter la période coloniale comme une mission civilisatrice, ce qui est une insulte à la population locale, qui a été opprimée sous l'administration française. Les mouvements religieux intégrationnistes et/ou nationalistes algériens, quant à eux, voient dans l'occupant français (et généralement dans l'Occident) la cause de tous leurs problèmes.

L'organisation de la lutte contre les colonialistes a commencé après la Première Guerre mondiale et s'est intensifiée dans les années 1930. Un groupe appelé Étoile nord-africaine a commencé à revendiquer l'indépendance en 1933. Les partis nationaux luttèrent tous pour les libertés démocratiques, l'amélioration de la situation sociale des Algériens, la préservation de la culture arabo-islamique et la question de l'indépendance. En 1936, le groupement anti-impérialiste du Congrès musulman a été fondé, en étroite collaboration avec le Front populaire français. En février 1943, les forces nationalistes regroupées autour de Ferhat Abbas<sup>49</sup> rédigeaient le Manifeste du peuple algérien, appelant à la création d'une Algérie indépendante en alliance avec la France après la fin de la guerre. En mai 1945, un soulèvement armé éclatait dans l'est du pays, brutalement réprimé par l'armée coloniale française, faisant plus de 10 000 victimes. Un statut promulgué en 1947 en réponse au soulèvement accordait aux musulmans des droits égaux à ceux des Français, mais ne modifiait pas l'oppression coloniale. En conséquence, le Mouvement pour la victoire des libertés démocratiques s'est séparé de la lutte armée et a formé le Front de libération nationale (FLN)<sup>50</sup>, qui a lancé le 1<sup>er</sup> novembre 1954 un soulèvement armé qui a conduit à une guerre sanglante et dura jusqu'en 1962<sup>51</sup>.

Le FLN est rejoint par les partis nationalistes dissous. En août 1956, le FLN tenait un congrès dans la vallée de la Soummam, où il adoptait un programme de révolution nationale. À l'époque, 400 000 soldats français combattaient les Algériens en Algérie. En 1957, les Français construisaient la ligne Morice sur la frontière tuniso-algérienne<sup>52</sup> et le 13 mai 1958, les milieux de droite des colonialistes et de l'armée française réalisaient un coup d'État à Alger, qui contribuaient grandement à l'arrivée au pouvoir de De Gaulle et à la chute de la IV<sup>e</sup> République. Sous la direction de Ferhat Abbas, le gouvernement provisoire de la République algérienne (GPRA) est formé au Caire. En juin 1960, des négociations entre la France et les représentants du GPRA ont été entamées, mais les opposants aux négociations ont organisé un coup d'État infructueux le 22 avril 1961 et l'Organisation armée secrète (OAS) a été créée<sup>53</sup>. La guerre d'Algérie s'est terminée par la signature de la

---

<sup>48</sup> Ibid.

<sup>49</sup> Ferhat Abbas (1899,1985), homme politique nationaliste algérien, président du gouvernement intérimaire algérien de 1958 à 1961.

<sup>50</sup> Dans ce contexte voir László J. Nagy, « La naissance et le développement du mouvement de libération nationale en Algérie (1919-1947) », *Studia Historica Academiae Scientiarum Hungaricae*, Akadémiai publisher, Budapest, 1989, p. 171.

<sup>51</sup> J. Nagy – Ferwagner, 2021, p. 210 ; Ageron, 1991, pp. 415-471 ; J. Nagy, 1995, pp. 211-230.

<sup>52</sup> [https://fr.wikipedia.org/wiki/Ligne\\_Morice](https://fr.wikipedia.org/wiki/Ligne_Morice), consulté le 14 août 2023.

<sup>53</sup> [https://fr.wikipedia.org/wiki/Organisation\\_de\\_l'Arm%C3%A9e\\_s%C3%A9cr%C3%A9te](https://fr.wikipedia.org/wiki/Organisation_de_l'Arm%C3%A9e_s%C3%A9cr%C3%A9te), consulté le 13 décembre 2021.

Convention d'Évian (18 mars 1962), qui a reconnu l'indépendance de l'Algérie. Il ne fait aucun doute que dans la guerre qui a conduit à l'indépendance de l'Algérie, les deux belligérants ont utilisé des moyens visant à terroriser la population civile. L'armée française a traité les rebelles avec brutalité et n'a pas épargné la population civile lors des raids les plus graves. Et certaines organisations paramilitaires des rebelles à la domination française ont perpétré des attentats sanglants contre des civils innocents<sup>54</sup>. Jusqu'à la fin des années 1950, une grande partie de l'élite politique française était d'avis que l'Algérie ne pouvait pas devenir indépendante. Une illustration mémorable de cette attitude est la déclaration du futur chef d'État socialiste, François Mitterrand, ministre de l'Intérieur en 1954 : « *L'Algérie, c'est la France* »<sup>55</sup>.

Dans le cas de l'Algérie, bien sûr, le chemin vers l'indépendance a été beaucoup plus chaotique, les intérêts d'une population française d'un million de personnes étant liés aux mains des politiciens de la métropole. La guerre d'Algérie, prolongée et de plus en plus sanglante, a fini par provoquer une crise constitutionnelle en France. Celle-ci a été brisée par la réapparition du général de Gaulle, qui fut habilité par l'Assemblée nationale et élu président de la République. L'action de De Gaulle a été décisive non seulement pour amener l'élite politique française (après quatre années supplémentaires de guerre acharnée) à reconnaître que l'indépendance de l'Algérie était inévitable, mais aussi pour établir l'ordre constitutionnel de la France qui est toujours en place aujourd'hui<sup>56</sup>.

Le premier président de l'Algérie fut Ahmed Ben Bella (1963-1965), un homme d'origine marocaine qui voulait construire un socialisme algérien particulier et très émotionnel à partir d'un mélange du *Coran* et du *Capital* de Marx. Ce projet était soutenu par Moscou et le président algérien fut décoré de l'Ordre de Lénine en 1964. Les conflits politiques internes et le chaos ont entraîné l'intervention de l'armée en 1965, et Houari Boumediène, le ministre de la Défense, est devenu président du pays à la suite d'un coup d'État militaire, poste qu'il a occupé jusqu'en 1976<sup>57</sup>. Pendant sa longue présidence, le pays a commencé à s'organiser, à stabiliser sa politique intérieure et à réorganiser ses relations économiques et commerciales<sup>58</sup>. La pénurie de cadres est un problème majeur, les cadres français quittant le pays, si bien que l'Algérie indépendante, contrairement au Maroc, devait mettre en place un système d'administration publique entièrement nouveau<sup>59</sup>.

<sup>54</sup> Environ 5 000 civils ont perdu la vie dans ce que l'on appelle la « guerre des cafés » en France.

<sup>55</sup> <https://www.lefigaro.fr/vox/histoire/2016/03/18/31005-20160318ARTFIG00198-19-mars-quand-francois-mitterrand-declarait-l-algerie-c-est-la-france.php>, consulté le 15 août 2023.

<sup>56</sup> La guerre d'Algérie a conduit à la libération de ce pays d'Afrique du Nord du joug colonial français, à la chute de la IV<sup>e</sup> République et au retour du général de Gaulle. Ce n'est toutefois qu'en 1999 que le Parlement français a reconnu que l'Algérie, considérée comme « trois départements d'outre-mer » de la France, n'avait pas été le théâtre d'une opération de « maintien de l'ordre » entre 1954 et 1962, mais d'une véritable guerre.

<sup>57</sup> László J. Nagy, « Magyarország és a Közel-Kelet (Az arab országok és Izrael), 1947-1989 » [La Hongrie et le Moyen-Orient (les pays arabes et Israël), 1947-1989], in Sándor Horváth – Gusztáv Kecskés D. – Miklós Mitrovits (dir.), *Magyarország külkapcsolatai (1945-1990)* [Relations extérieures de Hongrie], ELKH BTK TTI, Budapest, 2022, p. 596.

<sup>58</sup> La spécificité de la situation algérienne est que l'armée joue encore un rôle très important dans la vie politique du pays.

<sup>59</sup> Cette situation a déterminé les relations de l'Algérie avec les pays du bloc socialiste et l'histoire des relations hongro-algériennes au sein de ce bloc. Voir J. Nagy, 2022, pp. 596-597.

Les relations entre la France et l'Algérie sont restées étroites et particulières après la guerre d'indépendance, et les Français ont continué à accorder une attention particulière à l'Algérie après 1962, les relations entre les deux pays étant définies par les bases posées pendant les années de Gaulle. Sous la présidence de Mitterrand, les relations franco-algériennes se sont resserrées et, au début des années 1980, la diplomatie française a fait plusieurs gestes à l'égard de l'Algérie. A Paris, le président algérien Chadli Bendjedid (1979-1992) a été reçu au plus haut niveau, l'hymne national algérien a été joué et l'homme politique algérien s'est recueilli sur la tombe du soldat inconnu<sup>60</sup>. Les deux pays participent ensemble au Dialogue 5+5 depuis 1990 et à l'Union méditerranéenne depuis 2008, mais l'Algérie n'est pas membre de la Francophonie internationale, la langue officielle du pays est l'arabe classique et le parti au pouvoir en Algérie (FLN) continue d'utiliser une forte rhétorique anti-française. La guerre civile en Algérie dans les années 1990 a été dominée par des attaques terroristes contre les Français. Dans les années 2000, sous la présidence d'Abdelaziz Bouteflika (1999–2019), l'Algérie a cherché à normaliser et à reconstruire ses relations avec la France, ce que cette dernière était disposée à faire. Le président Jacques Chirac et le premier ministre Lionel Jospin ont fait tout leur possible pour placer la France dans une position plus favorable en Algérie. Le président algérien s'est rendu à Paris en 2000 et en 2003, et les discussions ont porté sur le désir mutuel de développer les relations bilatérales. La visite de Chirac en Algérie en 2003 a été suivie par celle du président Sarkozy, qui a reconnu les injustices du colonialisme français et de la guerre d'Algérie, mais a refusé de présenter des excuses aux Algériens. La coopération a permis la réouverture du consulat et de l'institut culturel français à Alger, et en 2003, l'année de l'Algérie a été célébrée en France.

Aujourd'hui, la relation politico-diplomatique entre les deux pays est définie par la politique de mémoire de la guerre d'Algérie<sup>61</sup>. La partie française a reconnu l'existence d'une guerre d'indépendance et, à l'occasion du 60<sup>e</sup> anniversaire du traité d'Évian, les archives militaires françaises ont été ouvertes, ce qui permettra de traiter les événements de la guerre qui ont tendu les relations entre les deux pays de manière professionnelle, mais dans l'intérêt de la coopération politique et de la normalisation des relations entre les deux pays<sup>62</sup>. Le 23 février 2005, l'Assemblée nationale française a adopté une loi reconnaissant les aspects positifs du colonialisme, y compris la colonisation de l'Afrique du Nord<sup>63</sup>, que les Algériens ont rejetée, en soulignant les aspects négatifs du colonialisme et en adoptant une loi le condamnant<sup>64</sup>. La relation entre les deux pays a été marquée par des conflits entre

---

<sup>60</sup> J. Nagy – Ferwagner, 2021, pp. 212-216.

<sup>61</sup> [www.elysee.fr](http://www.elysee.fr). *Mémoire de la colonisation et de la guerre d'Algérie*. Benjamin Stora, Janvier 2021, p. 160. La guerre a fait quelque 25 000 morts du côté français, tandis que les pertes algériennes sont estimées à des centaines de milliers. Pendant le conflit, on estime que 30 à 40 % des hommes musulmans algériens actifs sont tombés aux mains des autorités françaises. La moitié du cheptel algérien a été détruit, 20 000 kilomètres carrés de forêts ont été brûlés et des dizaines de milliers de citoyens algériens auraient été exécutés par les combattants du FLN. À la fin de la guerre, environ un million de « pieds noirs » ont fui le pays.

<sup>62</sup> [https://www.lexpress.fr/actualite/monde/afrique/france-algerie-50-ans-d-une-relation-compliquee\\_1200250.html](https://www.lexpress.fr/actualite/monde/afrique/france-algerie-50-ans-d-une-relation-compliquee_1200250.html), consulté le 29 novembre 2021.

<sup>63</sup> <https://journals.openedition.org/chrhc/1077>, consulté le 29 novembre 2021.

<sup>64</sup> <https://algeria-watch.org/?p=32301>, consulté le 29 novembre 2021.

2005 et 2010, principalement en raison de perceptions différentes du colonialisme et de politiques mémorielles radicalement différentes, alors que les présidents français souhaitaient se concentrer avant tout sur le développement des relations bilatérales.

La gravité des divergences est illustrée par le fait que, alors que le président algérien attendait des excuses de la part de la France, le ministre français des Affaires étrangères Bernard Kouchner a estimé en 2010 que la relation algéro-française ne changerait pas tant que la génération arrivée au pouvoir après la guerre d'indépendance algérienne n'aurait pas quitté la vie politique algérienne. Parallèlement, la situation politique interne en Algérie a conduit les autorités françaises à déclarer l'Algérie pays à risque au début de l'année 2010<sup>65</sup>, ce qui a été perçu comme une insulte par la partie algérienne. En 2012, les présidents Abdelaziz Bouteflika et François Hollande ont signé une déclaration d'amitié et de coopération à Alger, décidé de créer deux comités mixtes (intergouvernemental et économique) et d'organiser des réunions régulières entre les représentants des ministères des Affaires étrangères et de l'économie. Ils ont également déclaré lutter ensemble contre le terrorisme, les deux pays étant impliqués dans la guerre au Mali, et ont donc également coopéré dans le domaine militaire<sup>66</sup>. Sous la présidence d'Emmanuel Macron, les relations bilatérales ont continué à se développer<sup>67</sup>. Lors de la campagne électorale de 2017, le président français a déclaré vouloir instaurer une coopération étroite entre les deux pays dans le domaine de la politique de mémoire commune. La relation avec la France a également été au cœur des élections algériennes de 2019, avec une rhétorique anti-française de la part des candidats à la présidence, dont aucun n'a été impliqué dans la lutte pour l'indépendance.

Le nouveau président algérien, Abdelmadjid Tebboune (2019-) a salué la restitution par les Français de 24 crânes de combattants moudjahidines décapités, comme un pas vers la réconciliation<sup>68</sup>. Malgré l'implication directe du président français dans les questions de politique mémorielle, les politiques mémorielles des deux pays ne se sont pas rapprochées. Abdelmadjid Chikhi, directeur général des Archives nationales algériennes et ancien combattant de la guerre d'indépendance, a accusé les colonialistes français de nettoyage ethnique et de pillage<sup>69</sup>. Les relations politiques entre les deux pays ont de nouveau atteint un niveau abyssal, avec l'annulation du voyage du Premier ministre Jean Castex en Algérie pour des raisons de santé, et le ministre du Travail et des Affaires sociales, El Hachemi Djaaboub, qui a publiquement qualifié la France d'ennemi traditionnel et éternel, alors que les Français soutiennent ouvertement les revendications territoriales marocaines au Sahara occidental contre les Algériens qui soutiennent le Front Polisario.

---

<sup>65</sup> <https://www.diplomatie.gouv.fr/fr/conseils-aux-voyageurs/conseils-par-pays-destination/algerie/>, consulté le 29 novembre 2021.

<sup>66</sup> <https://www.lefigaro.fr/international/2015/06/14/01003-20150614ARTFIG00214-la-lune-de-miel-franco-algerienne.php>, consulté le 29 novembre 2021.

<sup>67</sup> Macron s'est rendu en visite officielle en Algérie en 2017, où il a qualifié le colonialisme de « crime contre l'humanité ». Voir J. Nagy – Ferwagner, 2021, p. 228.

<sup>68</sup> [https://www.lemonde.fr/afrique/article/2020/07/03/la-france-remet-a-l-algerie-24-cranes-de-resistants-decapites-au-xixe-siecle-et-entreposes-a-paris\\_6045108\\_3212.html](https://www.lemonde.fr/afrique/article/2020/07/03/la-france-remet-a-l-algerie-24-cranes-de-resistants-decapites-au-xixe-siecle-et-entreposes-a-paris_6045108_3212.html), consulté le 29 novembre 2021.

<sup>69</sup> <https://www.leparisien.fr/international/la-france-coloniale-a-oeuvre-pour-reprendre-lanalphabetisme-nouvelle-sortie-critique-en-algerie-18-04-2021-FWC4V7IYFBCQHJIVNK42E65PMY.php>, consulté le 29 novembre 2021)

Les relations franco-algériennes ont également été tendues par les questions migratoires, la France ayant expulsé près de 8 000 ressortissants algériens et les autorités algériennes n'ayant repris que 22 personnes, soit à peine 0,2 % du total, et par une guerre des visas entre les deux pays. Les tensions politiques et diplomatiques entre les deux pays sont à nouveau exacerbées, l'Algérie rappelant son ambassadeur à Paris et les Algériens déclarant que le diplomate ne reviendrait que si l'État algérien était pleinement respecté par Paris. Dans la guerre de communication, la partie française n'a pas été en reste non plus, le président Macron a évoqué le problème de la nation algérienne après 1962, ce que les Algériens ont considéré comme une ingérence dans leurs affaires intérieures, et le 3 octobre 2021 a interdit aux avions militaires français de survoler l'espace aérien algérien, tandis que l'intensification du conflit algéro-marocain complique encore la situation et pourrait affecter les relations avec la France<sup>70</sup>.

Malgré les tensions politiques et diplomatiques, les relations économiques entre les deux pays sont bonnes, la France étant le deuxième investisseur en Algérie après la Chine en 2014. L'Algérie représente 22 % des exportations françaises vers l'Afrique, et les entreprises françaises sont actives dans le pays : en 2020, quelque 450 entreprises étaient présentes en Algérie, fournissant plus de 100 000 emplois. L'Algérie reste le premier partenaire commercial de la France et les importations françaises concernent principalement les matières premières (pétrole, gaz naturel), où elle est le premier partenaire de l'Algérie, mais les deux pays coopèrent également dans les secteurs de l'agroalimentaire, des transports et de l'automobile, en plus de la coopération pétrolière et gazière. Il convient de souligner que 440 000 citoyens algériens perçoivent des pensions françaises en Algérie<sup>71</sup>.

L'importance de la coopération éducative est démontrée par le fait que 22 000 Algériens ont étudié en France en 2015, ce qui représentait 90 % de l'ensemble des étudiants algériens étudiant à l'étranger. La communauté algérienne en France est estimée entre 2 et 5 millions de personnes. Outre l'ambassade à Paris, l'Algérie dispose d'un service consulaire dans 18 villes françaises, tandis que la France dispose de services consulaires à Oran et Annaba. Il existe également une migration importante de l'Algérie vers la France, avec un grand nombre d'intellectuels algériens, dont un grand nombre de médecins, ce qui reflète les problèmes de santé en Algérie<sup>72</sup>.

---

<sup>70</sup> En France, une commission d'histoire dirigée par l'historien Benjamin Stora a été créée pour rechercher les sources sur le colonialisme algérien et la guerre d'Algérie dans les archives françaises.

<sup>71</sup> Viviane Forson, « Coopération – Algérie-France, les chiffres pour comprendre », *Le point.fr*, le 8 avril 2016, consulté le 29 novembre 2021.

<sup>72</sup> [https://www.lexpress.fr/actualite/monde/afrique/france-algerie-50-ans-d-une-relation-compliquee\\_1200250.html](https://www.lexpress.fr/actualite/monde/afrique/france-algerie-50-ans-d-une-relation-compliquee_1200250.html) ; <https://www.diplomatie.gouv.fr/fr/dossiers-pays/algerie/rerelations-bilaterales/>, consulté le 13 décembre 2021.

## République de Tunisie

Au milieu du XIX<sup>e</sup> siècle, l'État tunisien s'est progressivement affaibli, l'influence de l'Empire ottoman a diminué, mais les beyots tunisiens ont pris un certain nombre de mauvaises décisions et ont conduit leur pays vers l'effondrement politique. En 1824, les Britanniques et les Français interdisent au Bey tunisien de lancer des campagnes de piraterie et le pays est pris en étau entre la France, qui a conquis l'Algérie, et l'Empire ottoman<sup>73</sup>. La Tunisie devient progressivement dépendante de la France et les Français sont aidés par le fait qu'Ahmad I<sup>er</sup> (1837-1855) entreprend de moderniser le pays, en autorisant le fonctionnement des écoles chrétiennes et en renouvelant son armée avec l'aide des Français, tout en empruntant des sommes considérables auprès des banques françaises, ce qui accroît encore la dépendance de la Tunisie<sup>74</sup>.

Les Tunisiens commettaient également l'erreur de participer à la guerre de conquête française en Algérie, ce qui accélérerait l'intervention française. Les Tunisiens étaient contraints d'accepter l'offre des Français et des Britanniques en 1869, et le pays, en crise financière, a été placé sous le contrôle d'une commission financière franco-britannique. En 1878, la France et la Grande-Bretagne concluaient un accord secret qui décidait du sort du pays. En échange de l'acceptation par la France de la domination britannique sur Chypre, Londres acceptait de placer la Tunisie sous domination française. Le 12 mai 1881, la Tunisie est devenue un protectorat français par le traité du Bardo<sup>75</sup>. La colonisation de la Tunisie était avant tout une affaire bancaire et diplomatique, le facteur militaire étant relégué au second plan par la situation algérienne<sup>76</sup>.

Pendant la Seconde Guerre mondiale, la Tunisie est passée sous le contrôle de Vichy et est devenue un théâtre de guerre, où les Alliés ont finalement vaincu les troupes germano-italiennes du général Rommel. Après la Seconde Guerre mondiale, le mouvement d'indépendance tunisien, mené par le syndicat national, s'est renforcé<sup>77</sup>. La Tunisie, comme le Maroc, retrouvait son indépendance en 1956<sup>78</sup>, devient une république présidentielle en 1959, organisée sur le modèle français, et mène une politique essentiellement pro-occidentale<sup>79</sup>. Après des luttes politiques internes, Habib Bourguiba prenait le pouvoir en 1957 et présidait un État islamique laïc et autoritaire jusqu'en 1987, renversé par Zine el-Abidine Ben Ali, dont le régime pro-occidental et dictatorial est resté en place jusqu'au « Printemps arabe » (14 janvier 2011)<sup>80</sup>.

Les relations entre la Tunisie et la France ne sont pas aussi marquées par le souvenir des guerres coloniales que celles entre la France et l'Algérie. Les relations entre les deux pays sont considérées comme étroites et le président français s'est rendu en Tunisie entre le 31 janvier et le 1<sup>er</sup> février 2018. Le 22 juin 2020, le président Macron a reçu le président tunisien, Kaïs Saïed, à Paris. Soulignant l'amitié traditionnelle entre les deux pays, le président

<sup>73</sup> Rey-Goldzeiguer, 1991, pp. 475-476, 667-672.

<sup>74</sup> J. Nagy, 1995, pp. 12-14.

<sup>75</sup> Ibid. p. 16 ; <https://mjp.univ-perp.fr/constit/tn1881.htm>, consult le 30 novembre 2021.

<sup>76</sup> J. Nagy, 1995, p. 16.

<sup>77</sup> J. Nagy, 1997, p. 105.

<sup>78</sup> Ageron, 1991, pp. 250-255, 273-275. Pour cette histoire et celle du parti Destour, voir. J. Nagy, 1997, pp. 104-106.

<sup>79</sup> J. Nagy, 1997, p. 106.

<sup>80</sup> La Tunisie a connu un processus de modernisation similaire à celui de l'Égypte.

français a assuré les Tunisiens de son soutien continu pour surmonter la crise sanitaire et, a confirmé aussi que le gouvernement français fournira une aide de 350 millions d'euros à la Tunisie sur trois ans pour mettre en œuvre la réforme de l'administration publique.

En octobre 2017, le Premier ministre a coprésidé avec son homologue tunisien le premier Haut Conseil de coopération franco-tunisien, la deuxième réunion a eu lieu en février 2019 et la troisième le 3 juin 2021 à Tunis, au cours de laquelle une vingtaine d'accords ont été signés. A cette occasion, le Premier ministre français également remis plusieurs tonnes de matériel médical à la Tunisie dans le cadre de la lutte contre la pandémie de Covid-19. La Tunisie a également été la destination choisie par le ministre de l'Europe et des Affaires étrangères Jean-Yves Le Drian pour sa première visite dans le monde arabe et sa première hors d'Europe (4-5 juin 2017). Le ministre français des Affaires étrangères s'est rendu à plusieurs reprises en Tunisie (22 juillet 2018, 21-22 octobre 2018, 9 janvier 2019, 19 mars 2019, 22 octobre 2020), tandis qu'il a reçu son homologue Othman Jerandi en novembre 2020 et en mars 2021. Outre les relations bilatérales, ces rencontres ont porté sur les questions internationales, notamment la situation en Libye. Le fait que la Tunisie soit l'un des principaux soutiens de la France dans les affaires européennes est un signe du prestige de la France.

Aujourd'hui, la France entretient des relations commerciales et financières privilégiées avec la Tunisie, qui était en 2019 le premier partenaire commercial de la France, représentant près de 29,1 % des exportations tunisiennes et 14,3 % des importations tunisiennes. La France est également le premier pourvoyeur d'investissements directs étrangers et la balance commerciale de la Tunisie est structurellement déficitaire, la France accusant un déficit commercial bilatéral avec le pays de 1,2 milliard d'euros en 2019. La France a perdu des parts de marché ces dernières années et a été dépassée par l'Italie en 2017. En 2019, les exportations françaises vers la Tunisie ont atteint 3,3 milliards d'euros (+1 % par rapport à 2018), mais hormis plusieurs années d'expéditions d'équipements aéronautiques, les exportations de la France vers la Tunisie sont en baisse, tandis que la Chine et la Turquie augmentent leur part. En 2021, 1 413 entreprises françaises emploient plus de 140 000 personnes en Tunisie et lors de la visite du Président à Paris en 2018, le Président Macron s'est engagé à doubler l'investissement des entreprises françaises en Tunisie. Cet objectif ambitieux permettra de dynamiser la coopération entre la France et la Tunisie.

La France participe activement au développement de la Tunisie, dans le cadre du plan de 1,7 milliard d'euros de l'Agence française de développement jusqu'en 2022. Les prêts accordés à la Tunisie contribueront au développement du pays (rénovation des quartiers anciens, soutien à l'entrepreneuriat des jeunes pour le développement environnemental du pays).

Un volet important de la coopération franco-tunisienne concerne le secteur de la santé, avec le financement de la construction d'un hôpital de nouvelle génération à Gafsa, la modernisation de l'hôpital de Sidi Bouzid ou la participation au programme E-Health de numérisation et de promotion des systèmes de santé. La France a également apporté un soutien financier à la Tunisie dans le cadre de la crise sanitaire du Covid-19 en accordant un prêt d'urgence de 89 millions d'euros. A l'occasion de la visite du Président Saïed en France (22 juin 2020), le Président français a annoncé un prêt triennal de 350 millions d'euros pour soutenir les réformes.

Sur le plan culturel, la coopération entre les deux pays peut être observée dans trois domaines :

- Soutenir la société civile tunisienne et développer ses relations avec la société civile française ;
- Soutenir l'instauration de la démocratie et de l'État de droit ;
- Contribution à la formation initiale ou continue des Tunisiens.

Du côté français, la priorité de la coopération culturelle est de soutenir les jeunes et la société civile. Cela se traduit par des échanges artistiques, des débats d'idées et un soutien aux nouveaux médias. La coopération en matière de musées et de patrimoine et le soutien aux jeunes artistes et aux opérateurs culturels constituent également un domaine important.

Un domaine de coopération important aussi est l'enseignement du français, qui est reconnu en Tunisie comme une langue étrangère à statut privilégié et qui est enseigné dans les écoles. Elle contribue à la promotion du français à travers le réseau des écoles du Centre de langue française de l'Institut français de Tunisie et de l'Agence pour l'enseignement du français à l'étranger (AEFE)<sup>81</sup>. Le 4 octobre 2019, les deux ministres de l'Enseignement supérieur ont inauguré l'Université franco-tunisienne pour l'Afrique et la Méditerranée (UFTAM)<sup>82</sup>. Les principaux objectifs du projet sont la reconnaissance de la Tunisie comme centre de formation pour l'Afrique et le développement de l'enseignement de la langue française<sup>83</sup>.

## Conclusion

Les relations de la France avec les trois pays que nous avons étudiés sont spécifiques et particulières. Les trois pays d'Afrique du Nord jouent un rôle important dans la politique africaine de la France, mais il existe aussi des similitudes et des différences. Le Maroc entretient les relations diplomatiques les plus anciennes entre les deux pays et a pu maintenir son indépendance le plus longtemps, symbolisée par le règne de la dynastie alaouite, qui lui a accordé une plus grande autonomie que les autres colonies françaises. La coopération entre la France et le Maroc est étroite mais controversée, les relations humaines sont également un facteur important, avec un grand nombre de binationaux vivant dans les deux pays. Dans le même temps, les relations ont été tendues par l'héritage du colonialisme, qui a à la fois modernisé le pays et démontré la subordination et l'inféodation. Le Maroc a été/est un pays modèle, une vitrine de la politique africaine de la France. L'action commune contre l'influence communiste pendant la guerre froide, qui s'est également reflétée dans le domaine du renseignement, a été un point de contact. Les relations entre le Maroc et les pays socialistes en ont également été affectées. Aujourd'hui, le Maroc cherche de plus en plus à se présenter comme un partenaire égal et une puissance alternative à la France. À cet égard, Alger a été/est un rival sérieux pour Rabat, car l'Algérie, le plus grand État du continent africain, cherche également à acquérir une position de puissance régionale.

Les relations de la France avec ces deux pays sont prudentes, Paris cherchant à préserver les avantages acquis grâce au colonialisme, tandis que les deux pays cherchent à mettre fin à la relation de subordination et de suprématie. Cette relation complexe et émotionnelle

<sup>81</sup> <https://www.aefe.fr/>

<sup>82</sup> <https://uftam.net/>

<sup>83</sup> <https://www.diplomatie.gouv.fr/fr/dossiers-pays/tunisie/relations-bilaterales/>, consulté le 30 novembre 2021.

est exploitée par la Chine, la Russie et la Turquie, et a été une opportunité pour le camp socialiste dirigé par l'Union soviétique pendant la guerre froide dans le cas de l'Algérie, qui a poursuivi une politique de voyage distincte.

En Algérie, contrairement au Maroc, le colonialisme a été un événement beaucoup plus douloureux et sanglant, et le souvenir de la guerre d'indépendance algérienne contre laquelle il a été mené définit la conscience nationale algérienne. La France a cherché à conquérir l'Algérie par la force et à la modeler à son image, et bien que l'Algérie n'ait pas eu le statut d'État solide du Maroc, les Français n'ont jamais pu vaincre la résistance des tribus. Les relations de l'Algérie avec la France sont fortement marquées par la guerre d'Algérie, qui a été le seul mouvement d'indépendance réussi contre la France, et le traumatisme de la guerre et le souvenir de la guerre civile qui s'est déroulée en parallèle hantent encore les populations des deux pays. La perception de la guerre d'Algérie et du colonialisme français est au cœur des politiques mémorielles et il existe une différence importante entre les deux parties, qui n'a pas été modifiée, du moins pour l'instant, par l'ouverture des sources d'archives en France. Contrairement au Maroc, la structure sociale et administrative de l'Algérie a connu d'importants changements après l'indépendance, puisque de nombreux fonctionnaires français ont fui et que l'ancienne colonie s'est retrouvée sans professionnels. L'Algérie s'est donc naturellement tournée vers les pays du bloc de l'Est, tout en construisant un socialisme qui n'est pas marxiste et qui intègre les enseignements du Coran.

La Tunisie, comme l'Algérie et le Maroc, a des liens étroits avec l'ancienne puissance coloniale, mais elle est beaucoup moins conflictuelle et il n'y a aucun signe de marginalisation du français, alors que l'anglais est de plus en plus parlé en Algérie et au Maroc (en particulier chez les jeunes).

Dans l'ensemble, les trois pays ont été dépendants de la France de différentes manières. Dans le cas du Maroc et de la Tunisie, le processus a été lent et relativement pacifique, tandis qu'en Algérie, la violence militaire et la guerre ont accompagné la période coloniale. Le Maroc a bénéficié d'un degré d'autonomie relativement élevé, principalement grâce à son statut d'État et à son dynastisme, la Tunisie a été « capturée » et rendue dépendante des Français principalement par des moyens financiers, tandis qu'en Algérie, la résistance n'a jamais été réellement brisée. En même temps, la relation avec la France et l'héritage du passé historique, qui, bien qu'interprété différemment, est un élément clé des relations entre les trois pays d'Afrique du Nord et un élément fondamental de leur relation émotionnelle avec la France. Pour les trois pays, l'axe des relations s'est nettement déplacé vers la coopération économique, commerciale et touristique, tandis que l'importance du patrimoine culturel commun, du brassage des sociétés (liens personnels et familiaux) et des migrations reste déterminante.